

Il faut absolument dire, avec tous les personnels de l'éducation, à ce gouvernement : ne vous obstinez pas, retirez ces projets de réforme qui suscitent un grand mécontentement, remettez tout à plat et puis redonnez la priorité à l'Éducation nationale et à l'école publique. Mes chers camarades, après avoir reçu encore aujourd'hui des délégations de personnels de l'Éducation nationale, hier, avant-hier, tous les jours, je suis venu, après d'autres camarades, vous dire que nous devons affirmer ici, à notre congrès, notre totale solidarité avec les enseignants, avec les personnels de l'Éducation nationale, car nous vivons ces jours-ci une crise absolument majeure et qui va sans doute s'amplifier. Alors, nous devons dire notre solidarité. En même temps, bien sûr, nous devons redire l'immense responsabilité de M. Raffarin, de M. Ferry.

Premièrement, les crédits ont diminué. L'éducation n'est plus la priorité pour ce gouvernement. On nous dit qu'il faut lutter contre la violence scolaire, deuxième point, mais, en même temps, on réduit de 10 600 à la prochaine rentrée le nombre de jeunes adultes qui seront présents dans les établissements aux côtés des élèves. Cela veut dire cent suppressions de postes par an à la prochaine rentrée scolaire.

Et puis, Irène l'a dit à l'instant, cela nous fait un peu mal finalement quelque part, de voir des milliers et des milliers de manifestants défilent en disant non à la décentralisation, parce que nous sommes fiers d'avoir fait cette décentralisation, il y a vingt ans, avec François Mitterrand, avec Pierre Mauroy, avec Gaston Defferre. Et ce qui nous est proposé aujourd'hui, c'est le contraire de notre projet. Pour nous, la décentralisation, c'est mieux faire fonctionner le service public. Pour eux, la décentralisation, c'est casser, c'est mettre en pièces le service public. Et il y a là une différence tout à fait considérable.

Certains d'entre nous ont reçu le livre de M. Ferry. Dans ce livre, il est question de lutter contre l'échec scolaire. En même temps, l'autre jour à la radio, M. Ferry a annoncé qu'il y aurait 2 000 dédoublements de cours préparatoires. Je peux vous dire qu'au moment où il a annoncé cela, un certain nombre de responsables de son ministère étaient bien ennuyés, car ces 2 000 postes, ils n'existent pas. Les 1 000 postes, ils n'existent pas non plus. Le lendemain, on en était déjà à 500 dédoublements, et maintenant, il s'agit de vagues mesures de soutien. Bref, tout cela n'est pas sérieux du tout et on trompe les gens, on les gruge. De même, quand on nous dit qu'il faut lutter contre l'échec au premier cycle de l'université, et que le budget des universités baisse en francs constants, ce qui est sans précédent depuis fort longtemps.

Alors hier, M. Darcos et M. Ferry ont été reçus à Matignon, et à la suite de cette entrevue, est apparu un communiqué à 19h00. Ils ont annoncé qu'il y aurait un comité interministériel sur la situation des enseignants le 27 mai prochain. Si vous croyez que l'annonce d'un comité interministériel va être perçue par un seul enseignant, un seul personnel de l'Éducation nationale comme une réponse, messieurs les ministres, vous vous trompez lourdement. Ce qu'il faut, c'est remettre en cause ces projets que vous avez annoncés, qui ne passent pas et qui suscitent un fort mécontentement.

Mais pour finir, mes chers camarades, je voulais aussi que l'on parle vrai entre nous. Nous aussi, et ne mettons pas sur le même plan, pas du tout à cet égard, le gouvernement de Lionel Jospin pour qui la priorité était à l'éducation, et le gouvernement Raffarin pour lequel la priorité n'est plus l'éducation, ni la culture, ni la recherche, mais enfin, nous avons, nous aussi connu un décrochage, une incompréhension, entre les personnels de l'Éducation nationale et le

gouvernement de la gauche, et cela s'est retrouvé aussi pour une part dans le 21 avril. Alors il faut en tirer les conséquences en disant : ce qui est essentiel, bien sûr, c'est de continuer à approfondir notre projet éducatif, mais c'est aussi de continuer, mes chers camarades, à renouer les fils du dialogue avec l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. C'est très important, et il y a encore du travail à faire parce que je suis persuadé, et on va le voir encore dans les jours qui viennent, qu'on ne changera pas l'éducation, on ne la reformera pas contre les enseignants, on ne la reformera pas sans eux, on ne le fera pas contre les personnels de l'Éducation nationale, on ne le fera pas sans eux. Et il y a là une grande leçon dont nous devons, nous socialistes, pour l'avenir, tirer absolument toutes les conséquences.

Mais dans l'immédiat, nous sommes solidaires, et mon dernier mot sera pour dire : il faut absolument dire, avec tous les personnels de l'éducation, à ce gouvernement : ne vous obstinez pas, retirez ces projets de réforme qui suscitent un grand mécontentement, remettez tout à plat et puis redonnez la priorité à l'Éducation nationale et à l'école publique.

img src="https://www.jpsueur.com/mediatheque/Photos_jps/JPS_Dijon.JPG" />